



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant – CS 80140
71040 MÂCON Cedex 9
Tél. : 03 39 59 67 91

Le, 07/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESKA SAS

56 rue de Metz
BP 70008 - Jouy-aux-Arches
CEDEX
57130 Ars-sur-Moselle

Références : XB/NM/2022/M_258
Code AIOT : 0024700028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2022 dans l'établissement ESKA SAS implanté 20 rue Paul Sabatier - ZI Nord 71100 CHALON-SUR-SAÔNE. L'inspection a été annoncée le 11/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de plan de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESKA SAS
- 20 rue Paul Sabatier - ZI Nord 71100 CHALON-SUR-SAÔNE
- Code AIOT : 0024700028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

L'établissement de Chalon-sur-Saône a été autorisé par arrêté préfectoral du 17 juin 1976 principalement pour un dépôt de déchets de métaux et de carcasses de véhicules hors d'usage au regard de l'ancienne rubrique 286 (rubrique actuelle 2712).

L'établissement exerce notamment à ce jour sur ce site les activités de centre VHU, de tri/transit/traitement de métaux et déchets de métaux, de tri/transit de déchets dangereux.

L'établissement a fait l'objet de deux dossiers de porter à connaissance du 28/10/2015 et du 06/12/2016 pour lesquels l'administration n'a pas proposé de suites à ce stade, hormis un courrier du 13 mars 2017 précisant que :

- le déplacement de la cisaille du site de St-Marcel vers le site de Chalon-sur-Saône ainsi que les modifications envisagées (dossier de porter à connaissance du 06/12/2016) n'étaient pas substantielles ;

- un projet des prescriptions prenant en compte l'ensemble des évolutions et permettant d'encadrer le fonctionnement des installations du site de Chalon-sur-Saône sera transmis ultérieurement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de l'organisation des activités au regard des modifications présentées dans les deux derniers dossiers de porter à connaissance du 28/10/2015 et du 06/12/2016 ;
- rejets aqueux ;
- moyens d'intervention en cas d'incendie ;
- mesures de prévention contre le risque incendie et de pollution ;
- moyens de rétentions sur site ;
- bruit (notamment au regard du déplacement de la cisaille sur le site).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Sans objet
3	Rétention du site	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > V.	/	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	/	Sans objet
6	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Sans objet
7	Points de prélèvements pour les contrôles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15	/	Sans objet
8	Valeurs limites de rejet.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	/	Sans objet
9	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33	/	Sans objet
12	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation de l'exploitation	Code de l'environnement du 24/04/2010, article R.181-46	/	Sans objet
10	Mesures de bruit	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 5	/	Sans objet
11	Valeurs limites de bruit	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite fait l'objet de 9 non conformités et de 2 demandes de compléments.

L'établissement est toutefois propre et les conditions d'exploitations restent satisfaisantes.

L'exploitant s'est montré réactif en apportant les corrections rapides quand elles s'imposaient (couverture des moteurs et pièces grasses) et en transmettant des informations complémentaires à l'issue de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation de l'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/04/2010, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications conditions exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>« S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none">• le site n'a plus de cisailage. Mais il souhaite conserver l'autorisation pour cette activité avec le niveau d'activité demandé. Par ailleurs, les activités de compactage/pressage de ferrailles, qui relève également de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées, sont conservées ;• il n'y a pas de chalumage dans l'établissement. Le chalumage se fait sur un autre site ;• le marché de "regroupement des D3E" est perdu. Mais quelques D3E sont conservés dans le cadre d'un marché de sur-tri avec ECOLOGIC et ECOSYSTEM ;• quelques réorganisations de bennes ont été réalisées. <p>Au-delà des modifications présentées par ESKA ci-dessus, la visite permet de constater la présence nombreuse de D3E de type informatique (cartes, unités centrales, etc.). Il s'agit d'une activité de regroupement et de tri manuelle des éléments composant des unités centrales.</p> <p>Au regard de ces modifications, l'exploitant nous a transmis, par courriel du 16/11/2022, une mise à jour du tableau de rubriques des activités exercées dans l'établissement accompagnée d'un plan localisant ces différentes activités. Nous proposons d'acter ces activités au travers d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, sans attendre la mise à jour globale des prescriptions.</p>
<p>Observations :</p> <p>Une mise à jour de l'ensemble des prescriptions de l'ensemble de l'arrêté préfectoral sera réalisée ultérieurement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">— d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;— de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;— un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Le site est pourvu de moyens téléphoniques permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Des plans de « secours » existent. La responsable QSET précise qu'il est prévu la mise en place d'une boîte « rouge » pour les services de secours à l'entrée du site dans laquelle l'ensemble des informations qui leur sont nécessaires seront présentes. La fiche « entreprise sécurité incendie » nous a été transmise par courriel le même jour que la visite. Cette fiche localise sur plans A4 : <ul style="list-style-type: none">• l'établissement et son accès,• les différentes activités,• les extincteurs, Cette fiche comprend la liste des déchets présents sur site et leurs risques.
Non conformité n°1 : Ces informations ne contiennent pas la description des dangers pour chaque local. Par ailleurs, même si la fiche « entreprise sécurité incendie » contient déjà beaucoup d'informations, pour qu'elles soient complètes en cas d'intervention des secours, il faudrait y annexer : <ul style="list-style-type: none">• la localisation des zones à risques (incendie, explosion...) ;• la localisation des points de coupure des utilités (coupure électrique par exemple). Vu le contrôle des extincteurs effectué par la société AGUENOT SARL le 10/10/2022. 33 extincteurs répertoriés.

<p>Le jour de la visite, l'exploitant a remis :</p> <ul style="list-style-type: none"> un plan localisant les poteaux incendies publics les plus proches de l'établissement. Le plus proche, PI CHASA 81, est situé à environ 60 m de l'entrée principale. Trois autres poteaux incendie sont disposés autour du site : PI CHASA 82 à PI CHASA 84 ; chacun de ces poteaux incendie a fait l'objet d'un essai individuel (mesure de la pression dynamique pour un débit de 60 m³/h). Par courriel du 02/11/2022, la société de fermage a confirmé à la société ESKA que les essais des poteaux incendies sont réalisés pour un débit de 60 m³/h (seules les pressions figurent dans les fiches d'essais). L'ensemble de ces poteaux incendies ont une pression dynamique supérieure à 1 bar pour un débit de 60 m³/h ; <p>Non conformité n°2 :</p> <p>le centre VHU se trouve à moins de 100 m du poteau incendie CHASA 83. Ceci dit, aucun passage n'existe permettant aux services de secours d'accéder aux installations depuis la rue Pierre Cot ; Sans la création d'un accès secondaire via la rue Pierre Cot, la distance maximale de 100 m entre le centre VHU et le poteau incendie le plus proche est supérieure à 100 m. Cet accès secondaire permettrait également de défendre l'ensemble de l'aire imperméabilisée référencée n°2 dans le porté à connaissance de 2015.</p> <p>L'établissement ne pratique pas d'opérations de découpage au chalumeau. L'obligation de disposer d'un bac à sable à proximité de cette activité ne s'applique pas dans le cas présent.</p> <p>Observations :</p> <p>Cet article ne fait pas référence à l'obligation de mise en œuvre de RIA. L'établissement comprend toutefois un RIA et l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 1976 prescrit la mise en œuvre de RIA au §D-2° de l'article 2.</p> <p>Vu la vérification du seul RIA de l'établissement (dans le hall « métaux »). La vérification donne les pressions dynamique et statique mais ne précise pas le débit disponible.</p> <p>Enfin, cet essai n'est pas conclusif et ne cite ni la norme NF S-62-201 ni la règle APSAD R5, ni aucun autre référentiel. Or, par exemple, la norme NF S-62-201 (§4.2.1) stipule la pression minimale au robinet d'arrêt du RIA le plus défavorisé (en régime d'écoulement) et les débits minimaux (extraits) :</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Rétention du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > V.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>

<p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> — du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; — du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; — du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ; — les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet en séance la justification du volume de rétention nécessaire par application de la règle D9A. Les besoins en rétention seraient de 255 m³.</p> <p>La responsable QSET indique que cette rétention est assurée au moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de 2 vannes de barrage manuelles sur les réseaux EP ; • d'une lame d'eau de 3 cm sur l'ensemble des dalles, avec une superficie de l'ensemble des dalles de 13 000 m² environ, ce qui représente un volume de 405 m³. <p>Non conformité n°3 : les dispositifs d'obturation ne sont pas automatiques, mais seulement manuels.</p> <p>Par courriel du 16/11/2022, l'exploitant demande l'aménagement de cette prescription. Nous accusons réception de cette demande qui fera l'objet d'une instruction ultérieure.</p> <p>Demande de compléments n°1 : le site ne dispose d'aucune bordure en périphérie du dallage. En conséquence, il n'est pas possible d'être assuré que les eaux d'extinction, via une lame d'eau de 3 cm, resteraient sur site.</p> <p>Plus globalement, en l'absence de bordures, il est difficile d'imaginer que les eaux d'extinction resteront sur site.</p> <p>L'exploitant doit justifier du volume disponible par mesure des niveaux et des pentes, puis par calcul de volume, par un géomètre.</p> <p>Le calcul des besoins en rétention devra être réalisé par aire imperméabilisée (correspondant à une vanne de barrage), telle que référencée dans le porté à connaissance de 2015 et dont le plan est repris pour mémoire ci-contre.</p> <p>Si les volumes disponibles sont insuffisants, il sera alors nécessaire de prévoir des bordures de trottoir d'une hauteur suffisante.</p> <p>Quand bien même, la présence de bordures en périphérie du site paraît indispensable pour éviter toute diffusion d'eaux d'extinction à l'extérieur du site.</p> <p>Des tests sont réalisés au niveau des vannes de barrage. Vu le compte-rendu du dernier exercice avec les services de secours réalisé le 8/7/2022. Dans ce compte-rendu, il y avait l'observation suivante : « baliser les deux vannes d'isolement par couleur et panneau ».</p> <p>En outre, des inspections mensuelles internes sont menées. La fiche d'inspection comprend une ligne « Fonctionnement des pompes de relevage hydrocarbures (flotteur, vanne de sectionnement...) ».</p> <p>Demande de compléments n°2 : Ce libellé reste ambigu. L'ensemble des vannes de barrages sont-elles contrôlées ?</p> <p>Observations : Des panneaux ont été installés pour signaler l'emplacement des vannes de barrage, mais restent relativement éloignés de l'emplacement exact de la vanne de barrage.</p> <p>La vanne de barrage côté entrée (aire imperméabilisée n°1) a été peinte en orange fluo. La vanne de barrage côté centre VHU et zone de tri/transit de ferrailles (aire imperméabilisée n°2) n'a pas été coloriée. En l'absence du personnel de l'établissement, il paraît difficile de la repérer.</p> <p>En conséquence, ce panneau nécessiterait d'être complété. Par exemple, mettre, sur le panneau existant, un plan ou une photo permettant de localiser précisément la bouche à ouvrir permettant d'accéder à cette vanne.</p> <p>L'ouverture des bouches a été difficile le jour de la visite. Un dispositif plus simple et rapide à mettre en œuvre est à imaginer.</p> <p>Enfin, une consigne en cas d'urgence existe mais elle est générique à l'entreprise.</p> <p>Une consigne précise et adaptée à l'établissement serait à rédiger.</p> <p>Les trois points ci-dessus ne relèvent d'aucune prescription à ce jour. Ces éléments feront l'objet d'une prescription lors d'une modification ultérieure de l'arrêté.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 26 AM du 26/11/2012 (rubrique 2712 E) et art. 14 AM du 06/06/2018 (rubrique 2713 E) : Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.
Constats : Le plan de réseau est le plan joint en annexe 2 du porter à connaissance du 28/10/2015. L'ensemble des réseaux y figurent avec les avaloirs et grilles. Non conformité n°4 : Il manque les vannes de barrage sur le plan de réseaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 27 AM du 26/11/2012 (rubrique 2712) : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Art. 14 AM du 06/06/2018 (rubrique 2713) : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduelles et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. [...]

Constats : Les eaux pluviales de toitures des bâtiments A, B et C sont mélangées avec les eaux pluviales polluées avant traitement et avant prélèvement pour rejet 1.

D'après M. ROUTABOULE, les eaux pluviales de toiture du bâtiment « métaux » pourraient avoir leur propre point de rejet.

Par courriel du 16/11/2022, l'exploitant indique que :

- les activités exercées sur l'aire imperméabilisée n°1 aboutissant au rejet 1 sont principalement celles de tr/transit de D3E (2711) et de papiers/cartons (2714).
- ces activités existent avant les dates du 17/05/2008 et 11/03/2011 indiquées en annexe III de l'AM du 06/06/2018 (2711+2713+2714) et bénéficient de l'antériorité. Par conséquent, elles ne sont pas soumises aux obligations de l'article 14.

Pour information, cette obligation sera reprise dans les prescriptions qui seront proposées lors de la mise à jour ultérieure de l'arrêté préfectoral.

Non conformité n°5 :

Les eaux issues de l'aire de lavage rejoignent le réseau d'eaux pluviales. Or, ces eaux sont considérées comme des eaux résiduaires et les réseaux des eaux résiduaires et des eaux pluviales doivent être séparés. L'exploitant souligne la difficulté de corriger le réseau actuel et de créer un nouveau point de rejet EU.

Le volume d'eaux utilisées pour le lavage sur 6 mois est environ de 76 m³. En 2021, le volume utilisé est d'environ de 200 m³ d'après la responsable QSET. Les volumes et donc les rejets issus des eaux de lavage restent faibles.

On rappelle que le porter à connaissance de 2015 indique en page 53 que *"conformément aux engagements pris par PURFER auprès du gestionnaire du réseau d'eaux usées, les eaux industrielles sont rejetées dans le réseau d'assainissement collectif pour traitement dans la station d'épuration Saoneor"*.

L'exploitant devra donc se mettre en conformité en créant un réseau séparatif pour les eaux de lavage.

D'après le directeur de l'établissement :

- pour le réseau de l'aire imperméabilisée n°1 (réseau n°1) : curage du réseau et du séparateur une fois par an ;
- pour le réseau de l'aire imperméabilisée n°2 (réseau n°2) : curage du réseau et du séparateur deux fois par an.

Vu le bordereau d'intervention de la SARP pour le curage/vidage du réseau n°2 le 04/07/2022 ;

Vu les 3 bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) du 29/10/2021 pour le curage réseau et des séparateurs des 2 réseaux : 5 t + 7 t +14 t estimés.

L'exploitant effectue la vérification du niveau des séparateurs visuellement. Il n'y a toutefois pas de traçabilité de ces vérifications.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Points de prélèvements pour les contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 15 AM du 06/06/2019 : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Art. 29 AM 26/11/2012 (rubrique 2712) : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p>
<p>Constats : Les deux points de prélèvements sont accessibles.</p> <p>Par contre, il semble difficile, pour ces deux points de prélèvements d'y installer des débitmètres. La présence d'un point de prélèvement pour les eaux de lavage n'a pas été contrôlé.</p> <p><u>Demande de compléments n°3 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> justifier que les points de prélèvement respectent les exigences réglementaires susvisées et permettent un prélèvement asservi au débit (avec canal limnimétrique et/ou débitmètre) ; indiquer s'il existe un point de prélèvement pour les eaux de lavage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeurs limites de rejet.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Voir tableau des VLE applicables au site en annexe</p>
<p>Constats : Pour 2020, vu les résultats d'analyses sur les 2 points de prélèvements.</p> <p>Préleveur : CREDI ENVIRONNEMENT</p> <p>Prélèvements le 16/07/2020.</p> <p>Analyses le 18/07/22 par EUROFINs</p> <p>Paramètres analysés : pH, températures, MES, DCO et HCT.</p> <p>Résultats conformes pour ces paramètres, excepté pour les MES qui dépassent à la marge la valeur limite de rejets (VLE) de 35 mg/l (respectivement 41 mg/l pour le réseau 1 et 50 mg/l pour le réseau 2). En tenant compte de l'incertitude, seul le réseau 2 est non conforme.</p> <p>Observation labo : « le flacon, parvenu au laboratoire, est non conforme ; les résultats sont émis avec réserve pour le paramètre HCT ».</p> <p>En 2021 : prélèvement et analyses sur le rejet 1 seulement. Le Rejet n°2 n'a pas été réalisé.</p> <p>Prélèvements le 16/07/2020.</p> <p>Analyses le 18/07/22 par EUROFINs.</p> <p>La liste des paramètres analysés est plus longue. Toutefois, quelques paramètres sont encore manquants. Pour les paramètres analysés, le rejet n°1 respectait les VLE.</p>

En 2022, prélèvements effectués la semaine précédent notre visite d'après responsable QSE sur les 2 points de rejet. Les résultats d'analyses n'étaient pas encore connus le jour de la visite. Des résultats « partiels » ont toutefois été transmis.

Demande de compléments n°3 : transmettre les résultats d'analyses sur les prélèvements 2022.

Non conformité n°6 : la liste des paramètres à contrôler n'est pas respectée en totalité. On remarque que la température, la couleur, l'azote, le phosphore, les cyanures libres, le manganèse et le dichlorométhane n'ont pas fait l'objet d'analyses. Par ailleurs, les métaux choisis pour le calcul des « métaux totaux » ne sont pas les bons.

La liste des paramètres à contrôler dans les rejets aqueux, en annexe au présent rapport, a été transmise le jour de la visite à ESKA.

L'exploitant se renseigne auprès d'EUROFINS pour voir s'il est possible de rajouter ces paramètres pour analyse sur les prélèvements 2022.

Nous proposons également de prescrire les valeurs limites de rejets dans un arrêté préfectoral afin également de fixer la liste des paramètres.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Art. 33 AM du 26/11/2012 (rubrique 2712) :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 30 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit. Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 19 AM 06/06/2018 (rubrique 2713) :

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

<p>Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Art. 20 AM 06/06/2018 (rubrique 2713) : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
<p>Constats : Non conformité n°7 : Comme indiqué dans la fiche précédente n°8, la fréquence de prélèvement, qui doit être à minima annuelle, n'a pas été respectée pour le rejet n°2.</p> <p>L'exploitant réalise, pour le contrôle des rejets aqueux, un prélèvement ponctuel instantané. Celui-ci doit justifier l'impossibilité de réaliser un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent ou, si cela ne s'avère pas possible, asservi au temps. Par courriel du 16/11/2022, l'exploitant a transmis un courrier de la société ayant réalisé le prélèvement indiquant que, compte-tenu du débit rejeté (débit très faible), le prélèvement a été réalisé en "instantané" (2 échantillons espacés d'une demi-heure).</p> <p>Observations : On rappelle qu'un prélèvement ponctuel doit être réalisé, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Par ailleurs, le laboratoire choisi doit être agréé pour l'ensemble des paramètres à analyser.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements et avec une périodicité fixés par l'arrêté d'autorisation. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.</p> <p>PAC de 2016 : « Des mesures de niveaux sonores pourront être réalisées après installation de la cisaille pour vérifier le respect des niveaux sonores maximaux admissibles ».</p>
<p>Constats : Vu le rapport VENATHEC du 30/11/2018. Les résultats en limite de propriété et pour la ZER sont conformes. Le jour de la mesure, la cisaille fonctionnait.</p> <p>Vu les derniers résultats de mesure des niveaux sonores réalisés par VENATHEC le 30/09/2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :</p> <p>Pour un niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) :- Supérieur à 45 dB(A) :Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf samedi, dimanche et jours fériés : 5 dB(A)Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les samedi dimanche et jours fériés : 3 dB(A)- Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) :Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf samedi, dimanche et jours fériés : 6 dB(A)Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les samedi dimanche et jours fériés : 4 dB(A)</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 db(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe du présent arrêté, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>Si l'arrêté d'autorisation concerne la modification d'un établissement existant au 1er juillet 1997, dont la limite de propriété est distante de moins de 200 mètres des zones à émergence réglementée, il peut prévoir que les valeurs admissibles d'émergence ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au-delà d'une distance donnée de la limite de propriété. Cette distance ne peut excéder 200 mètres. Toutefois, les niveaux admissibles en limite de propriété de l'établissement, fixés par l'arrêté autorisant la modification, ne peuvent être supérieurs aux niveaux admissibles prévus dans l'arrêté d'autorisation initiale, sauf si le niveau de bruit résiduel a été modifié de manière notable.</p>
<p>Constats : Vu les derniers résultats de mesure des niveaux sonores réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • par VENATHEC le 30/09/2021. <p>Les résultats en limite de propriété et pour la ZER sont conformes.</p> <p>Le jour de la mesure, la presse à compacter les bouchons alu fonctionnait, mais il n'y avait pas de cisaille.</p> <ul style="list-style-type: none"> • par VENATHEC le 30/11/2018. Les résultats en limite de propriété et pour la ZER sont conformes. <p>Le jour de la mesure, la cisaille fonctionnait.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées.</p> <p>Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Constats : Les habitations les plus proches sont à plus de 100 m. La hauteur maximale des déchets entreposés peut donc être portée à 6 m.</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes.</p> <p>Non conformité n°8 : les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets ne sont pas clairement repérées.</p> <p>Non conformité n°9 : l'exploitant ne dispose pas des moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). Par exemple, le volume de ferrailles ou de D3E ne peut pas être évalué sur site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE – VALEURS LIMITES APPLICABLES AUX REJETS AQUEUX DE L'ÉTABLISSEMENT

Liste+VLE

Paramètres	N°CAS	Code SANDRE	Rubrique 2712 (E)	Rubrique 2713 (E)	Rubrique 2718 (A)	Rubriques 2711+2714 (DC)	Rubriques 2710-1 (DC)	Valeur limite retenue
			Art. 31 AM du 26/11/2012	Art. 17 AM du 06/06/2018 (applicable au 01/07/2019)	Art. 31+32+33 de l'AM du 02/02/98	§5.3 annexe I de l'AM du 06/06/2018 (applicable au 01/07/2018)	§5.3 annexe I de l'AM du 27/03/12	
Point de rejet			2	2 et 1	1 et 2	1	1 et 2	1 et 2
Température			< 30 °C		< 30 °C		< 30 °C	< 30 °C
pH			Compris entre 5,5 et 8,5		Compris entre 5,5 et 8,5		Compris entre 5,5 et 8,5	Compris entre 5,5 et 8,5
Couleur			Modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l		Modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l			Modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l
DBO5 (sur effluent non décanté)		1313	30	100	100		100	30 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)		1314	125	300	300	300	300	125 mg/l
Matières en suspension totales		1305	35	100	100	100	100	35 mg/l
Azote		1551			30 (en concentration moyenne mensuelle) lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j			30 (en concentration moyenne mensuelle) lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j
Phosphore		1350			10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j.			10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j.
Hydrocarbures totaux		7009	5	10	10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j	10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j	10 mg/l	5 mg/l
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)		Non précisé	15			15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j	15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j	15 mg/l
Indice phénols		1440			0,3 µg/l si le rejet dépasse 3 g/j			0,3 mg/l
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369		25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j	0,2 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j			25 µg/l
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388		25 µg/l				25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389		0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l			0,1 mg/l
chrome hexavalent et ses composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,1 pour le Cr VI+	50 µg/l si le rejet dépasse 1 g/l	50 µg/l si le rejet dépasse 1 g/l			50 µg/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392		0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/l	0,250mg/l si le rejet dépasse 5 g/l			0,15 mg/l
Mercurure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387		25 µg/l				25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386		0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/l	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/l			0,2 mg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,5	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/l	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/l			0,1 mg/l
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383		0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/l	2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/l			0,8 mg/l
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	7073		15	15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/l			15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440		0,3				0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084		0,1	0,2			0,1 mg/l
Cyanures totaux	57-12-6	1390			0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/l			0,1 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		7088		25 µg/l (somme des 5 composés visés)				25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115						
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	±-99-2 / 207-0	5535						
Somme Benzo(g, h, i)perylene + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	±-24-2 / 193-3	5536						
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106		1	1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/l			1 mg/l
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394			1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/l			1 mg/l
Étain et ses composés (en Sn)	7440-31-5	1380			2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/l			2 mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe, Al)	-	7714			5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/l			5 mg/l
Dichlorométhane	75-09-2	1168			100 µg/l si le rejet dépasse 5 g/l			0,1 mg/l